



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.17/IPF/1995/2
16 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Commission du développement durable
Groupe intergouvernemental spécial
sur les forêts
Première réunion
11-15 septembre 1995
Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES FORÊTS

Projet de programme de travail et modalités d'organisation
du Groupe intergouvernemental spécial à composition non
limitée sur les forêts, relevant de la Commission du
développement durable

Rapport du Secrétaire général

* E/CN.17/IPF/1995/1.

RÉSUMÉ

Dans sa décision 1995/226, le Conseil économique et social a approuvé la recommandation de la Commission du développement durable concernant la création d'un groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts, en vue de dégager un consensus et d'arrêter un ensemble coordonné de propositions concrètes sur la gestion, la conservation et une exploitation écologiquement viable des forêts. Dans l'accomplissement de son mandat, le Groupe centrera ses travaux sur 11 questions regroupées en cinq catégories interdépendantes. Le Groupe doit présenter un rapport intérimaire à la Commission, à sa quatrième session, et lui soumettre ses conclusions et ses recommandations finales sur l'action à mener, à sa cinquième session en 1997.

La tâche du Groupe est complexe et vaste et le temps qui lui est imparti très limité. Dans la conduite de ses travaux, le Groupe devra en outre examiner les résultats d'un grand nombre de processus et d'initiatives actuellement en cours. Il devra faire appel aux compétences et ressources des organisations opérant dans ce domaine, à l'intérieur du système des Nations Unies et ailleurs, ainsi que de toutes les parties intéressées, y compris les grands groupes sociaux. Il sera assisté d'un petit secrétariat créé au sein de la Commission et sera financé par des contributions volontaires extrabudgétaires. Il bénéficiera en outre des apports des réunions d'experts commanditées par un ou plusieurs pays, des organisations internationales et des grands groupes sociaux, notamment sur des questions qui sont à analyser et à approfondir plus avant.

Le Groupe tiendra en tout quatre réunions. Vu le nombre important des questions complexes qu'il devra aborder et compte tenu des processus et initiatives en cours sur le plan international, il souhaitera peut-être établir son programme de travail de façon à n'aborder que quelques questions à chaque région et à faire la synthèse des conclusions de ses délibérations à sa quatrième réunion. On propose ici un groupement des questions à examiner par le Groupe assorti d'un calendrier pour leur examen. Dans l'organisation de son programme de travail, le Groupe souhaitera peut-être réfléchir sur la nature et la forme du rapport final qu'il doit présenter à la Commission en 1997. On propose que ce rapport porte sur les points suivants :

a) Progrès réalisés depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement sur les questions relatives aux forêts, aux niveaux national, régional et international, y compris les travaux entrepris par les organisations internationales et les institutions multinationales, et futur plan d'action;

b) Nouvelles recommandations concernant l'action à mener sur les plans national et international;

c) Nouveaux engagements à prendre pour traiter efficacement des problèmes liés à la forêt, y compris sur le plan du commerce et de l'environnement, et moyens d'action internationaux;

d) Moyens à mettre en oeuvre pour renforcer la coopération internationale, sous forme d'aide financière et de transfert de technologies appropriées.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
HISTORIQUE DE LA QUESTION	1 - 4	4
I. RÉSULTATS POSSIBLES DES TRAVAUX DU GROUPE	5 - 7	7
II. SUGGESTIONS POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE .	8 - 14	8
III. MÉTHODES DE TRAVAIL SUGGÉRÉES	15 - 18	17
IV. SUGGESTIONS CONCERNANT LA PARTICIPATION DES GRANDS GROUPEs D'INTÉRÊTS	19 - 23	17
V. SECRÉTARIAT ET APPUI FINANCIER DU GROUPE	24 - 30	18
VI. OBSERVATIONS FINALES	31	20

Annexe

Activités récentes, actuelles et prévues dans le cadre du programme de travail du Groupe intergouvernemental sur les forêts	21
--	----

HISTORIQUE DE LA QUESTION

1. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992 a adopté la Déclaration de principes non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et une exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts (Principes relatifs aux forêts). La Conférence a également adopté le plan Action 21, dont le chapitre 11 est intitulé "Lutte contre le déboisement". Par la suite, la Commission du développement durable a été créée pour examiner les progrès réalisés dans l'application des décisions et des engagements pris à l'occasion de la Conférence sur l'environnement et le développement et pour promouvoir un esprit de partenariat et de coopération en faveur du développement durable. À sa troisième session (New York, 11-28 avril 1995), la Commission a examiné les progrès réalisés dans l'application des Principes relatifs aux forêts et du chapitre 11, conformément à son programme de travail pluriannuel. On trouvera dans son rapport sur sa troisième session (E/1995/32, chap. 1, sect. D, par. 200 à 204) les conclusions et les recommandations que la Commission a formulées à ce sujet. Celle-ci a notamment recommandé que soit créé, sous son égide, un groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts; cette recommandation a été par la suite approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1995/226.

2. La Commission a décidé qu'afin de dégager un consensus et d'arrêter un ensemble coordonné de propositions d'action, le Groupe devrait examiner les principales catégories de questions interdépendantes ci-après :

a) Application aux niveaux national et international, des décisions relatives aux forêts issues de la CNUED, y compris l'examen de leurs articulations sectorielles et intersectorielles;

b) Coopération internationale dans le domaine de l'assistance financière et du transfert des techniques;

c) Recherche scientifique, évaluation des ressources forestières et définition de critères et d'indicateurs en vue de l'exploitation écologiquement viable des forêts;

d) Commerce et environnement relativement aux produits et services forestiers;

e) Organisations internationales et institutions et instruments multilatéraux, y compris les mécanismes juridiques appropriés.

3. En outre, la Commission a approuvé le plan de travail suivant pour le Groupe :

PROGRAMME DE TRAVAIL

I

1. Envisager des mesures de nature à promouvoir le progrès grâce à des plans et programmes nationaux forestiers et d'utilisation des sols en appliquant les Principes relatifs aux forêts et le chapitre 11 et les autres chapitres d'Action 21 ayant trait aux forêts dans le cadre

/...

d'un processus transparent auquel seraient associés les gouvernements et toutes les parties intéressées, y compris les grands groupes sociaux, notamment les populations indigènes et les collectivités locales.

2. Recenser et examiner les moyens d'apporter une solution aux causes profondes du déboisement, de la dégradation des forêts et des obstacles à la gestion écologiquement viable des forêts, en s'intéressant en particulier aux facteurs intersectoriels, y compris l'impact sur les forêts et leur incidence aux niveaux national et international par exemple, sur les modes de consommation et de production, la pauvreté, l'accroissement de la population, la pollution, les termes de l'échange, les pratiques commerciales discriminatoires et les politiques non viables notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et du commerce.

3. Conformément aux dispositions de la Convention sur la diversité biologique, encourager les pays à examiner les moyens de préserver et d'utiliser efficacement les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles dont sont dépositaires les habitants des forêts, les populations autochtones et les autres collectivités locales dans le domaine des forêts, ainsi que de partager équitablement les profits tirés de ces connaissances, innovations et pratiques.

4. Suivre les mesures tendant à appuyer le boisement, le reboisement et la restauration des forêts, selon que de besoin, notamment dans les pays aux écosystèmes fragiles en proie à la désertification et/ou à la sécheresse, notamment en Afrique. Dans ce contexte, examiner également des mesures spécifiques dans les pays dont les forêts sont victimes de la pollution, en particulier les pays en transition d'Europe centrale et orientale.

5. Proposer des mesures qui permettent de répondre aux besoins et exigences des pays en développement et des autres pays à faible couvert forestier afin de promouvoir la conservation du couvert existant, en s'intéressant en particulier aux types de forêts rares.

II

1. Rechercher les moyens d'améliorer l'efficacité et la coordination de l'assistance bilatérale et multilatérale, et réfléchir aux moyens de résoudre les problèmes critiques liés au transfert et à la mise au point de technologies écologiquement rationnelles à des conditions de faveur arrêtées d'un commun accord ainsi qu'à la mobilisation des ressources financières, y compris fournir des ressources nouvelles et supplémentaires en vue d'aider les pays en développement à mettre en oeuvre des politiques et des stratégies d'ensemble en vue de parvenir à une gestion écologiquement viable des forêts, gardant à l'esprit les principes 10 et 11 de la Déclaration de principes non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts et la Déclaration de Rome sur les forêts, adoptée par les ministres chargés de la sylviculture en mars 1995.

III

1. Réexaminer les évaluations périodiques des forêts auxquelles il est procédé à l'heure actuelle à l'échelon mondial, y compris les facteurs socio-économiques et environnementaux pertinents; recenser les lacunes des évaluations actuelles au regard des impératifs de politique générale et recommander des moyens pratiques d'améliorer ces évaluations. Examiner les moyens d'élargir les connaissances scientifiques et les bases de données statistiques en place afin de permettre de mieux appréhender les fonctions écologiques, économiques, culturelles et sociales que remplissent tous les types de forêts. Encourager à affiner davantage les méthodes en vue d'évaluer convenablement les avantages multiples découlant des forêts sous la forme de biens et de services et envisager par la suite de les intégrer dans les systèmes de comptabilité nationale en s'inspirant des travaux déjà entrepris par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations compétentes.

2. Encourager l'application au niveau national de critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts et étudier la possibilité d'affiner les critères et indicateurs arrêtés d'un commun accord au niveau international afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis dans le sens de la gestion écologiquement viable de tous les types de forêts sans perdre de vue les conditions régionales et sous-régionales spécifiques des forêts et la diversité des contextes économique, social et culturel. Dans ce cadre, aider à susciter l'intérêt des régions et pays qui n'ont toujours pas entrepris de définir des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts, mettre en commun les données d'expérience recueillies à l'occasion de la mise à l'épreuve et de l'application de ces critères et indicateurs et réfléchir à la nécessité d'encourager la comparabilité et l'uniformité des initiatives internationales allant dans ce sens.

IV

1. Examiner les facteurs qui influent sur le commerce des produits forestiers et les autres questions ayant trait aux forêts et au commerce selon une approche intégrée et synergique de nature à promouvoir l'interdépendance entre commerce et environnement. À cet égard, recenser les possibilités et recommander des mesures propres à améliorer l'accès sans discrimination des produits forestiers aux marchés et étudier les facteurs de distorsion du commerce des produits forestiers de nature à influencer sur leur valeur, y compris la fixation des prix, les contrôles à l'importation et à l'exportation, les subventions et réfléchir à l'élimination des interdictions et boycottages unilatéraux contraires aux règles du système commercial international. Encourager à mettre au point des méthodes propres à favoriser l'évaluation intégrale, y compris les coûts de remplacement et les coûts écologiques des biens et services forestiers, afin de promouvoir l'intégration de la totalité des coûts. En tenant compte des intérêts de tous les secteurs et des particularités des différents pays et en veillant à la transparence totale et à la pleine participation de toutes les parties intéressées, examiner la question de l'écoétiquetage et de l'homologation volontaire des produits

forestiers de manière à mieux faire connaître le rôle de l'homologation volontaire dans la gestion écologiquement viable des forêts, y compris son incidence sur les pays en développement.

V

1. Mieux cerner les travaux menés par les organisations internationales et les institutions multilatérales et, le cas échéant, dans le cadre des instruments existants, dont la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et l'Accord international sur les bois tropicaux, sur les questions liées aux forêts, y compris les décisions de la CNUED relatives aux forêts, et les liens institutionnels qui en découlent afin de déterminer les lacunes et les domaines où une intervention plus poussée est nécessaire ainsi que les domaines où il y aurait double emploi.

2. Eu égard aux questions énumérées aux sections I à V ci-dessus, dans le sens de la recherche d'un consensus selon un processus par étapes, s'interroger et donner des avis sur la nécessité de mettre en place d'autres instruments ou arrangements dans le sens de l'application plus poussée des Principes relatifs aux forêts, y compris des arrangements et mécanismes juridiques appropriés concernant tous les types de forêts (E/1995/32, chap. I, sect. D, annexe I, sect. III).

4. La Commission du développement durable a décidé que le Groupe présentera un rapport intérimaire à la Commission à sa quatrième session en 1996 et ses conclusions, recommandations et propositions d'action finales à la Commission à sa cinquième session en 1997. À cet égard, il y a lieu de noter qu'en 1997 la Commission procédera à un examen d'ensemble des progrès réalisés depuis la CNUED, dans le cadre de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, envisagée dans la résolution 47/190 de l'Assemblée; le Groupe contribuera à cet examen.

I. RÉSULTATS POSSIBLES DES TRAVAUX DU GROUPE

5. Les tâches qui attendent le Groupe sont complexes et difficiles. Dans un bref laps de temps, le Groupe devra étudier et évaluer une grande quantité d'informations et de données sur les problèmes liés aux forêts, actuellement disponibles à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies. Il devra en outre examiner les résultats d'un certain nombre de processus intergouvernementaux ainsi que de consultations d'experts récentes et en cours. Il lui faudra alors en faire la synthèse et en tirer un ensemble clair de conclusions et de recommandations sur l'action à mener pour progresser sur la voie d'une compréhension et d'un consensus internationaux sur les questions relatives aux forêts : à partir de cette base, le Groupe devrait proposer des solutions cohérentes pour traiter les problèmes de gestion, de préservation et d'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêt.

6. Le programme de travail du Groupe comprend des questions qui se situent à des degrés différents de "maturation" pour la compréhension commune que l'on a de leurs différents aspects ainsi que pour la réalisation d'un consensus international sur la manière de les résoudre. Sur certains points, on peut s'attendre à des résultats concluants d'ici deux ans; sur d'autres, il est tout à fait probable que les travaux du Groupe permettront de mieux comprendre les problèmes et de mieux orienter le dialogue et la recherche du consensus au niveau international.

7. Le document final que le Groupe soumettra en 1997 à l'examen de la Commission pourrait comprendre les principaux éléments suivants :

a) Évaluation :

- i) Des progrès réalisés depuis la CNUED dans l'application des Principes relatifs aux forêts et du chapitre 11 d'Action 21;
- ii) Des travaux réalisés par les organisations internationales et les institutions multilatérales dans le cadre des mandats et des instruments existants sur les questions relatives aux forêts : examen concerté de l'état actuel de ces questions, y compris de leurs articulations avec d'autres secteurs et facteurs intersectoriels, et formulation d'options et de possibilités en vue d'actions futures;

b) Nouvelles recommandations de fond concernant l'élaboration de stratégies globales, nationales et internationales visant la gestion, la préservation et l'exploitation durable de tous les types de forêt;

c) Nouveaux engagements aux niveaux national et international et engagements des grands groupes sociaux concernant l'action et la coopération qui seront nécessaires pour traiter efficacement les problèmes liés aux forêts, notamment sur le plan du commerce, de l'environnement et des instruments internationaux;

d) Moyens de renforcer la coopération internationale sous la forme d'engagements futurs concernant l'assistance financière, les transferts de technologies appropriées et les arrangements institutionnels.

II. SUGGESTIONS POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE

8. La tâche qui incombe au Groupe se caractérise par deux aspects majeurs : tout d'abord, la grande portée et la complexité des questions qui doivent être traitées dans un temps très limité; et, ensuite, dans la planification de ses travaux, le Groupe devra tenir compte des résultats d'un grand nombre de processus et d'initiatives en cours afin d'avoir une vision concertée et complète des choses et de formuler des options d'action future.

9. En recommandant la création du Groupe, la Commission du développement durable a décidé qu'il devrait tirer parti en particulier des ressources et des connaissances techniques des organisations compétentes, notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque mondiale, de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et d'autres

organisations du système des Nations Unies ou d'ailleurs, ainsi que de celles des secrétariats des conventions pertinentes, avec la contribution appropriée des organisations non gouvernementales. En effet, de nombreuses activités ont été ou sont menées à bien par les organisations internationales et au sein de la communauté non gouvernementale sur des questions que le Groupe doit examiner. En outre, un grand nombre d'initiatives et de processus ont été lancés récemment en foresterie par des groupes de pays intéressés, dans diverses régions et sous-régions, comme les initiatives entreprises par les pays de l'Amazonie et d'Amérique centrale, la Malaisie, le Canada, les initiatives communes de l'Inde et du Royaume-Uni, du Centre pour la recherche internationale en foresterie (CIFOR) et de l'Indonésie, ainsi que les processus d'Helsinki et de Montréal. Un tableau plus détaillé, intitulé "Activités récentes, actuelles et prévues relatives au programme de travail du Groupe intergouvernemental sur les forêts", figure en annexe au présent rapport. Il convient de souligner que la liste d'activités figurant en annexe n'est pas exhaustive; le Groupe est invité à porter à l'attention du secrétariat tout élément susceptible de la compléter.

10. Il semble que le Groupe aura rempli son mandat avec succès s'il réalise les deux objectifs suivants : premièrement, procéder à l'examen approfondi de toutes les catégories et questions comprises dans son mandat, par exemple tirer parti des connaissances actuelles et des résultats attendus de divers activités, initiatives et processus actuellement en cours, et, deuxièmement, élaborer le fondement d'une approche intégrée des questions de foresterie. À cause du peu de temps dont dispose le Groupe pour ses réunions, il ne sera pas possible d'aborder chaque fois toutes les catégories et questions comprises dans son mandat. Le Groupe pourra souhaiter plutôt, à ses deuxième et troisième réunions, centrer ses travaux sur un nombre limité de questions relevant de son mandat afin de leur assurer un examen approfondi. À sa quatrième et dernière réunion, le Groupe pourra souhaiter procéder à l'intégration des conclusions des réunions précédentes et à l'analyse des articulations entre diverses catégories et questions.

11. Plus précisément, concernant le programme de travail qui figure au paragraphe 3 ci-dessus, il est proposé qu'à sa deuxième réunion, en mars 1996, le Groupe centre ses travaux sur les catégories et questions I.1, I.3, II et V.1, et qu'à sa troisième réunion, à l'automne 1996, il aborde les catégories et questions I.2, I.4, I.5, III et IV. Conformément à la recommandation de la Commission, la question V.2 pourrait être étudiée, au besoin, en relation avec d'autres catégories et questions à l'examen. Toutes les catégories devraient être étudiées de façon intégrée lors de la quatrième session au début de 1997, lorsque le Groupe établira la version définitive de ses recommandations.

12. Le calendrier proposé et le groupement des catégories et des questions ne correspondent à aucun ordre de priorité en particulier, mais dépendent des dates de la fin escomptée de diverses activités et études en cours et prévues, ainsi que du temps nécessaire au secrétariat pour assurer dans les meilleures conditions les préparatifs des travaux du Groupe.

13. La nécessité de préserver la santé des forêts du monde entier et de les gérer de façon viable pour répondre aux besoins multiples des générations futures est un défi auquel la communauté internationale est collectivement confrontée. Depuis la CNUED, des progrès remarquables ont été faits dans les domaines de la sensibilisation des populations, de l'adaptation des politiques et de la préparation de plans et de stratégies nationaux pour promouvoir une gestion écologiquement viable des forêts. Plusieurs initiatives prises par des

pays ont sensiblement contribué à améliorer le dialogue international sur les forêts. Par exemple, des progrès significatifs ont été réalisés dans l'établissement des rapports nationaux et vers une meilleure compréhension de la notion de gestion écologiquement viable des forêts, notamment par la définition de critères et d'indicateurs compatibles pour les forêts boréales, tempérées et tropicales. Comme on le dit au paragraphe 9 ci-dessus, il existe une vaste gamme d'activités récentes, en cours et prévues, dont les conclusions intéressent les éléments du programme de travail du Groupe (voir annexe). Il reste cependant plusieurs questions qui doivent être examinées par le Groupe d'une façon concertée, complète et intégrée. En entreprenant son programme de travail, le Groupe pourrait se demander si des travaux préparatoires et analytiques supplémentaires, comme des études et des réunions d'experts, ne seraient pas nécessaires avant d'entreprendre l'examen d'une question donnée. Ces activités préparatoires sur divers éléments du programme pourraient comprendre :

a) Élément de programme I.1 "... plans nationaux d'exploitation forestière et d'utilisation des sols..." (lié également aux éléments I.2 et II) : établissement d'un rapport présentant une synthèse des approches actuelles en matière de stratégies nationales, en particulier les liens qui existent entre les plans nationaux de foresterie et les stratégies et plans de développement écologiquement viable, les plans d'utilisation des sols et les plans sectoriels, y compris les mesures prévues par les conventions et une synthèse des leçons apprises. Dans ses délibérations, le Groupe pourrait tirer parti de la tenue d'une réunion d'experts avant sa deuxième réunion. Le Gouvernement allemand parraine un processus consultatif et un atelier sur la question;

b) Élément de programme I.2 "... causes profondes du déboisement... et ... facteurs intersectoriels..." : établissement d'un document de synthèse sur les causes profondes de la dégradation des forêts et de la déforestation ainsi que sur les influences intersectorielles qui entrent en jeu, sur la base d'une étude qui ferait la synthèse des principaux travaux réalisés dans le domaine et qui en mettrait en évidence les lacunes afin de mieux orienter les activités ultérieures. Suite à cet examen, il serait utile d'entreprendre, aux niveaux national et sous-national, des études de cas quantitatives et scientifiques qui pourraient faire intervenir un groupe d'experts intersectoriels et multidisciplinaires composé d'économistes, d'agronomes, d'anthropologues, d'écologistes, de forestiers et d'experts en politique. Selon le temps et les ressources disponibles, cet examen et les études de cas pourraient ensuite faire l'objet de débats dans le cadre d'ateliers régionaux afin d'affiner et d'élargir les conclusions et recommandations, dont on ferait ensuite la synthèse dans un rapport qui serait présenté au Groupe;

c) Élément de programme I.3 "... moyens de préserver et d'utiliser les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts..." : établissement d'un document de synthèse fondé principalement sur les travaux du Groupe de travail de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et de l'Engagement international concernant les ressources phytogénétiques;

d) Élément de programme I.4 "... suivre les mesures ... en Afrique ... examiner également ... Europe centrale et orientale" : établissement d'un rapport analytique sur l'expérience que l'on a du boisement et du reboisement, notamment en Afrique, y compris sur les progrès réalisés dans l'application de la Convention sur la lutte contre la désertification, avec évaluation de

l'impact des polluants atmosphériques sur les forêts d'Europe centrale et orientale et évaluation des activités en cours et des propositions d'action éventuelle;

e) Élément de programme I.5 "Proposer des mesures ... pays à faible couvert forestier" : établissement d'une étude sur les besoins spécifiques des pays à faible couvert forestier, en particulier des pays en développement dans lesquels des populations entières et les habitants des forêts n'ont d'autres moyens de subsistance que ceux – combustible, vivres, fourrage, abri et plantes médicinales – que la forêt leur procure;

f) Élément de programme II " ... coordination de l'assistance bilatérale et multilatérale..." : établissement d'une étude sur les moyens de rendre plus efficace l'exécution des programmes forestiers, notamment par des propositions de coopération entre institutions de l'ONU, en particulier avec la Banque mondiale, et entre donateurs multilatéraux et bilatéraux. La tenue d'une réunion parrainée par un ou deux pays serait utile pour recueillir le point de vue d'experts sur la question;

g) Élément de programme III.1 "...évaluations périodiques des forêts, ...connaissances scientifiques... évalué... forêt... biens et services..." : préparation d'un document de synthèse concernant l'établissement d'un cadre pour élargir et améliorer l'évaluation des forêts afin d'obtenir davantage de données qualitatives sur les avantages écologiques et sociaux, ainsi que des données sur les produits et ressources biologiques des forêts autres que le bois; établissement d'un document de synthèse faisant le point sur les approches actuelles de l'évaluation des multiples avantages des forêts, et évaluation des progrès réalisés dans l'application et l'intégration d'approches novatrices dans les comptes nationaux; la tenue d'une réunion d'experts, commanditée par un ou plusieurs pays, serait un bon moyen d'enrichir notre compréhension de cette question complexe;

h) Élément de programme III.2 "critères et indicateurs" : la tenue d'une réunion d'experts sur la compatibilité et la convergence de diverses initiatives sur les critères et indicateurs serait très utile. Le séminaire intergouvernemental qu'il a été envisagé d'organiser en Finlande pourrait servir à intégrer les nombreux initiatives et processus en la matière. Un document qui reprendrait les conclusions de diverses initiatives, ainsi que des réunions régionales FAO/PNUE, sera à établir avant que le Groupe entame la discussion de cette question;

i) Élément de programme IV "... commerce des produits forestiers... environnement... accès au marché... évaluation... homologation et étiquetage..." : établissement d'un document de synthèse sur le commerce des produits forestiers et sur les mécanismes du marché, y compris sur l'accès aux marchés et les prix des produits non ligneux. Étude et évaluation de la nature et de l'état d'avancement de divers programmes et initiatives sur l'homologation et l'étiquetage des produits; formulation d'une norme internationale pour les initiatives et programmes d'homologation et d'étiquetage des produits. La tenue d'une réunion d'experts parrainée par un ou plusieurs pays serait très utile pour traiter ces questions cruciales;

j) Éléments de programme V.1 et 2 : "... institutions et ...instruments..." : établissement d'un document présentant un aperçu des institutions et instruments existants et identifiant les chevauchements et les

lacunes. Des options d'action ultérieure seraient un élément important à étudier par le Groupe à sa quatrième réunion.

14. L'examen des propositions exposées aux alinéas 13 a) à j) ci-dessus se ferait selon le calendrier présenté dans le tableau ci-dessous; on a jugé qu'il pourrait être utile aussi d'y inclure une liste et d'indiquer, lorsqu'elles sont connues, les dates d'autres réunions susceptibles d'intéresser les travaux du Groupe.

PROJET DE CALENDRIER D'EXAMEN DES ÉLÉMENTS DU PROGRAMME
PAR LE GROUPE

Septembre 1995-mars 1996

Préparation des documents pour la deuxième réunion du Groupe

- I.1 Rapport présentant une synthèse des approches actuelles en matière de stratégie nationale, en particulier les liens qui existent entre les plans nationaux de foresterie et les stratégies et plans de développement écologiquement viable, les plans d'utilisation des sols et les plans sectoriels, y compris les mesures prévues par les conventions et une synthèse des "leçons apprises".
- I.3 Document de synthèse reposant principalement sur les travaux du Groupe de travail de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et de l'Engagement international concernant les ressources phytogénétiques.
- II. Étude sur les moyens de rendre plus efficace l'exécution des programmes forestiers, notamment par des propositions de coopération : i) entre institutions de l'ONU, notamment avec la Banque mondiale; et ii) entre donateurs multilatéraux et bilatéraux.
- V.1 Document présentant un aperçu des institutions et instruments existants, identifiant les chevauchements et les lacunes.

Réunions d'experts

- I.1 Processus consultatif et atelier qui sera commandité par l'Allemagne.
- II. Groupe d'experts envisagé, qui sera commandité par un ou plusieurs pays**.

Autres réunions se rapportant aux éléments du programme qui seront examinés lors de la deuxième réunion du Groupe

- I.1 Octobre 1995 : Rencontre de l'Équipe spéciale de l'ONU sur les stratégies de développement durable avec des donateurs bilatéraux et le Groupe de travail CAD/OCDE sur l'assistance au développement et l'environnement, en vue de discuter des modalités de coordination relativement aux stratégies nationales de développement durable.

** Aucun commanditaire ne s'est encore fait connaître.

6-17 novembre 1995 : Deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, examen de l'application de l'article 6 sur l'adoption de stratégies, plans et programmes d'action nationaux pour la préservation et l'utilisation viable de la diversité biologique. Jakarta, Indonésie.

- I.3 1996 : Troisième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui examinera l'application du paragraphe j) de l'article 8 relatif aux populations autochtones.

Juin 1996 : Quatrième Conférence internationale technique sur les ressources phytogénétiques, Berlin.

- II. Novembre-décembre 1995 : Réunion du Groupe consultatif sur les forêts; ateliers régionaux/FAO sur les transferts de technologie pour une meilleure utilisation des ressources forestières.

1995 : Réunion satellite FAO/IUFRO; recherche de pratiques forestières écologiquement viables pour préserver les forêts tropicales.

6-17 novembre 1995 : Deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. Création éventuelle d'un mécanisme de centralisation de l'information aux fins de coopération technique et scientifique qui contribuera au transfert de technologie. On envisagera aussi l'éventualité d'une étude concernant la possibilité de disposer de ressources financières autres que celles que l'on peut obtenir du FEM ainsi que les moyens de les mobiliser et de les canaliser aux fins des objectifs de la Convention. Jakarta, Indonésie.

1996 : Séminaire FAO/CEE/OIT sur l'aménagement de routes forestières et de moyens de transport du bois qui ne portent pas atteinte à l'environnement. Roumanie.

1997 : Consultation FAO/IUFRO/CIFOR d'experts régionaux sur les opérations forestières à faible impact pour préserver les forêts tropicales en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

Mars 1996, deuxième réunion du Groupe

Éléments du programme à traiter :

I.1, I.3, II et V.1

L'examen du V.2 se fera, selon qu'il y aura lieu, en conjonction avec d'autres thèmes à l'étude.

Examen du rapport d'activité qui sera présenté à la Commission du développement durable à sa quatrième session.

Avril 1996-Septembre 1996

/ ...

Établissement de documents pour la troisième réunion du Groupe

- I.2 Document de synthèse sur les causes profondes de la dégradation des forêts et de la déforestation ainsi que sur les influences intersectorielles qui entrent en jeu, sur la base d'une étude qui ferait la synthèse des principaux travaux réalisés dans ce domaine et qui mettrait en évidence les lacunes afin de mieux orienter les activités ultérieures.
- I.4 Rapport analytique sur l'expérience que l'on a du boisement et du reboisement, notamment en Afrique, y compris sur les progrès réalisés dans l'application de la Convention sur la lutte contre la désertification, avec évaluation des effets de polluants atmosphériques sur les forêts d'Europe centrale et orientale, et évaluation des activités en cours et propositions d'action éventuelle.
- I.5 Étude des besoins spécifiques des pays à faible couvert forestier, en particulier des pays en développement dans lesquels des populations entières et les habitants des forêts n'ont d'autres moyens de subsistance que ceux – combustibles, vivres, fourrage, abri, plantes médicinales, etc. – que la forêt leur procure.
- III.1
 - i) Document de synthèse concernant l'établissement d'un cadre pour élargir et améliorer l'évaluation des forêts afin d'obtenir davantage de données qualitatives sur les avantages écologiques et sociaux, ainsi que des données sur les produits et ressources biologiques des forêts autres que le bois.
 - ii) Document de synthèse faisant le point sur les approches actuelles de l'évaluation des multiples avantages des forêts et évaluation des progrès réalisés dans l'application et l'intégration d'approches novatrices dans les comptes nationaux.
- III.2 Document issu de diverses réunions régionales FAO/PNUE et de processus lancés par des pays à étudier éventuellement lors d'une réunion intergouvernementale commanditée par la Finlande qui aura lieu du 16 au 19 septembre 1996.
- IV. Document de synthèse concernant i) le commerce des produits forestiers et les mécanismes du marché, y compris l'accès aux marchés et les prix des produits non ligneux, ii) examen et évaluation de la nature et de l'état d'avancement de divers programmes et initiatives sur la certification et l'étiquetage des produits, et iii) formulation d'une norme internationale pour les programmes et initiatives d'homologation et d'étiquetage des produits.

Autres réunions intéressant les éléments du programme que le Groupe doit examiner à sa troisième réunion

- I.2 1996 : La Conférence des États parties à la Convention sur la diversité biologique examinera, à sa troisième session, la question de la diversité biologique en agriculture.

- I.4 Novembre 1995 : Réunion d'experts FAO/PNUE sur l'établissement de critères et d'indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts dans les zones sèches de l'Afrique. Nairobi.

Novembre 1995 : Réunion de la Commission des forêts et de la faune africaines. Afrique du Sud.

- I.5 Voir I.4 ci-dessus et III.1 ci-dessous.

- III.1 1996 ou 1997 : Réunion de la FAO avec des experts en inventaires forestiers pour s'entendre sur les définitions et les méthodes à utiliser pour la prochaine rencontre sur l'évaluation des ressources forestières du monde.

Réunions de la FAO en vue de renforcer les capacités en matière d'inventaires forestiers et de les intégrer à la planification stratégique.

- III.2 30 octobre-4 novembre 1995 : Réunion du Processus de Montréal sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts boréales et tempérées. Nouvelle-Zélande.

Novembre 1995 : Table ronde du Processus d'Helsinki sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour la région paneuropéenne. Bruxelles.

Novembre 1995 : Réunion d'experts FAO/PNUE sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts dans les zones sèches de l'Afrique. Nairobi.

Mai 1996 : Réunion d'experts FAO/PNUE sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts au Moyen-Orient.

Milieu 1996 : Réunion d'experts FAO/PNUE sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts d'Amérique centrale et des Caraïbes.

1997 : Réunion FAO d'experts sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts. Rome.

- IV. Certaines des réunions relatives au point III.1 énumérées ci-dessus touchent également à ce point.

Juillet 1995 : Réunion Organisation internationale de normalisation (ISO)/Association canadienne de normalisation pour examiner la Norme 14 000 relativement à l'homologation des produits forestiers.

Juillet 1995 : Réunion du Conseil de la direction des forêts sur l'accréditation des premières sociétés et des premiers programmes nationaux et étrangers en matière d'homologation.

Ateliers régionaux PNUE/Banques régionales de développement sur les rapports entre environnement et commerce.

Rapport du Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce à la prochaine Réunion ministérielle sur la question de savoir si certaines règles de l'Organisation doivent être modifiées à des fins environnementales.

Septembre 1996-troisième réunion du Groupe

Éléments du programme à examiner :

I.2, I.4, I.5, III et IV

V.2. Ce point sera examiné, selon les besoins, dans le cadre de l'examen d'autres thèmes.

Septembre 1996-jusqu'à la quatrième réunion du Groupe

Préparation des documents pour la quatrième réunion

Document regroupant les résultats de la deuxième et de la troisième réunion du Groupe et définissant les articulations entre les divers éléments du programme.

Autres réunions intéressant les points à examiner par le Groupe à sa quatrième réunion

Voir, ci-dessus, les rubriques se rapportant à chacun des éléments du programme.

Début 1997 : quatrième réunion du Groupe

Éléments du programme à examiner :

Tous les thèmes seront à examiner d'une manière intégrée.

Examen et adoption du rapport à soumettre à la cinquième réunion de la Commission du développement durable.

Cinquième session de la Commission du développement durable

Examen du rapport du Groupe.

III. MÉTHODES DE TRAVAIL SUGGÉRÉES

15. Si l'on veut que les travaux du Groupe soient achevés pour 1997, il serait souhaitable que l'on parvienne à un consensus sur les conclusions et les recommandations concernant les éléments du programme dont il aura été débattu à la deuxième et à la troisième réunion du Groupe, qui constitueraient alors des projets d'éléments pour le rapport final. À sa quatrième réunion, le Groupe souhaitera peut-être examiner les articulations, intégrer les résultats selon qu'il conviendra et adopter le document final qui sera présenté à la cinquième session de la Commission du développement durable.

16. La Commission a décidé qu'il appartiendra en dernier ressort au Groupe lui-même de déterminer ses procédures et la nature de ses résultats. Pour aider le Groupe, le secrétariat pourrait, en faisant appel à la collaboration interinstitutions, établir un ou plusieurs rapports analytiques portant sur chacun des éléments du programme considérés en s'inspirant :

a) Des résultats d'activités, d'études et d'initiatives récentes et en cours;

b) Des contributions de toutes les parties concernées, y compris des grands groupes d'intérêts et des organisations non gouvernementales;

c) Des études analytiques, documents de recherche et réunions d'experts comme il est dit au paragraphe 13 ci-dessus.

17. Ce ou ces rapports énonceraient des recommandations en vue d'éventuelles mesures et options de politique à prendre aux niveaux national et international, qui seraient soumises à l'examen du Groupe.

18. Il est prévu que la durée des réunions du Groupe ne dépassera pas une semaine chacune. Étant donné le large éventail de questions à examiner, le Groupe pourrait envisager de se scinder, au cours de ses deuxième et troisième réunions, en deux ou plusieurs sous-groupes qui se réuniraient en cours de session. Par exemple, au cours de la deuxième, un de ces sous-groupes pourrait examiner les éléments du programme I.1 et I.3, tandis qu'un autre s'attacherait aux éléments II et V.1. La procédure envisagée ne devrait toutefois pas être considérée comme définitive et des modifications appropriées pourraient lui être apportées en cours de session. Les modalités d'organisation relatives à la quatrième réunion pourraient être examinées à une date ultérieure, lors de la troisième réunion, compte tenu des progrès réalisés et de la nécessité d'une approche intégrée.

IV. SUGGESTIONS CONCERNANT LA PARTICIPATION DES GRANDS GROUPES D'INTÉRÊTS

19. La Commission du développement durable a décidé que "les diverses organisations non gouvernementales ... participeraient pleinement et en toute liberté aux travaux du Groupe". De fait, dans l'exécution de sa tâche, il serait indispensable que le Groupe prenne en considération le point de vue et les préoccupations de tous les grands groupes d'intérêts.

20. Aux termes de l'article 24 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, le règlement intérieur de la Commission s'applique dans toute la mesure possible aux travaux de ses organes

subsidiaries. En conséquence et comme le Groupe est un organe subsidiaire de la Commission, les dispositions du règlement intérieur du Groupe régissant la participation des organisations non gouvernementales seraient les mêmes que celles qui sont applicables à la Commission elle-même, soit le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social tel que complété par la décision 1993/215 adoptée par le Conseil le 12 février 1993.

21. On pourrait également envisager de recourir à d'autres arrangements de type informel pour rendre plus efficace la participation des grands groupes aux travaux du Groupe. Cela pourrait se faire notamment :

a) En organisant des tables rondes ou "forums" avec la participation active des représentants des grands groupes, comme intervenants ou participants, qui se tiendraient parallèlement aux réunions du Groupe;

b) En organisant diverses manifestations ou activités de sensibilisation qui se dérouleraient en marge des sessions à l'initiative ou avec la participation active des grands groupes;

c) En organisant des rencontres de type informel entre représentants des gouvernements, des organisations internationales et de la communauté des organisations non gouvernementales.

22. De plus, dans l'intervalle des sessions, le secrétariat du Groupe restera activement en rapport avec les grands groupes, dont il sollicitera les vues et les contributions, de manière à leur permettre d'avoir une part active à l'établissement de la documentation et la définition des problèmes à soumettre à l'examen du Groupe.

23. Les grands groupes ont pris des mesures encourageantes pour accroître l'efficacité de leur participation aux travaux de la Commission. Ils pourraient suivre la même démarche dans leur interaction avec le Groupe et son secrétariat. Comme le nombre d'organisations de grands groupes susceptibles de s'intéresser aux travaux du Groupe risque d'être très élevé, il serait utile, dans la mesure du possible, de coordonner leurs contributions aux travaux du Groupe.

V. SECRÉTARIAT ET APPUI FINANCIER DU GROUPE

24. La Commission a décidé qu'une petite équipe relevant du Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU fournira des services de secrétariat au Groupe, dont la coordination pourrait être confiée à une personne recrutée à titre temporaire à condition que les fonds soient disponibles, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, si nécessaire, notamment la FAO en sa qualité de chef des projets relatifs aux forêts au sein du système des Nations Unies, le PNUE, le PNUD et l'OIBT étant appelés à détacher les personnels nécessaires. La Commission a décidé également que le secrétariat du Groupe transmettrait les travaux du Groupe aux organisations compétentes, mettrait en place et entretiendrait un réseau de communication efficace entre le Groupe et les organisations et assurerait les préparatifs de réunions et la diffusion de la documentation. Sous la direction du Groupe, son secrétariat faciliterait également la coordination des travaux entrepris.

25. La Commission a estimé que des fonds seront nécessaires pour fournir un appui aux réunions et permettre aux représentants des pays en développement et

/...

des grands groupes de ces pays de participer aux travaux du Groupe. Outre les ressources existantes, les sources de financement ci-après devraient être envisagées :

a) Contributions extrabudgétaires volontaires versées par les gouvernements et les organisations internationales à titre d'appui aux travaux du Groupe;

b) Détachements de personnels des organisations internationales;

c) Contributions en nature émanant des pays et des organisations internationales, y compris l'organisation de réunions.

26. Afin de faciliter les débats du Groupe, il est essentiel que le secrétariat entreprenne certains travaux préparatoires, notamment en prêtant assistance à l'organisation de réunions d'experts ainsi qu'en assurant la synthèse et l'intégration des apports des diverses initiatives et analyses. L'ampleur de ces travaux préparatoires dépendra dans une large mesure des ressources dont le secrétariat pourra disposer.

27. Dans sa note verbale en date du 21 juin 1995, le Secrétaire général a demandé des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le Groupe. On encourage les gouvernements et les organisations à envisager de fournir des contributions volontaires pour que les travaux du Groupe reçoivent l'appui nécessaire. Ces contributions serviront à financer : a) les réunions et la participation des représentants des pays en développement et celle des grands groupes de ces pays; b) l'appui fonctionnel et les services qui seront fournis au Groupe par le Département de la coordination des politiques et du développement durable; et c) la réalisation d'études et l'organisation de consultations techniques, ainsi que des services de consultant.

28. Une contribution généreuse destinée à appuyer les travaux du Groupe a récemment été versée par la Suisse, qui a par ailleurs offert d'accueillir les réunions du Groupe. Le Conseil de l'OIBT a, de son côté, décidé de mettre des fonds à la disposition du Coordonnateur, tandis que le PNUD a accepté de détacher des ressources humaines, qui seront affectées aux travaux du secrétariat du Groupe. Ceux-ci nécessiteront néanmoins des ressources supplémentaires.

29. Immédiatement après la création du Groupe, le Département de la coordination des politiques et du développement durable a entrepris des consultations interinstitutions en vue d'assurer la participation active de toutes les organisations concernées aux préparatifs de la première réunion du Groupe. C'est ainsi qu'une réunion interinstitutions s'est tenue à Genève les 20 et 21 juillet 1995 pour discuter des diverses mesures organisationnelles à prendre pour appuyer les travaux du Groupe ainsi que pour examiner les propositions de mise en oeuvre de son programme de travail; les propositions contenues dans le présent rapport s'inspirent dans une grande mesure des conclusions de cette réunion.

30. À sa sixième session, le Comité interinstitutions sur le développement durable a exprimé son ferme appui aux travaux du Groupe, soulignant qu'il faudrait que les divers organismes du système des Nations Unies adoptent une approche cohérente à cet égard et qu'ils collaborent activement entre eux. En outre, le Comité a été d'avis que des réunions des organisations le plus

directement concernées par les questions de forêts – notamment la FAO, le PNUE, le PNUD, la Banque mondiale, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'OIBT – devraient être organisées en fonction des exigences du programme de travail du Groupe et qu'elles devraient servir de mécanisme qui aurait pour mission d'assurer et de mobiliser un appui substantiel aux travaux du Groupe et à son secrétariat. Le Comité a encouragé toutes les organisations intéressées à envisager d'épauler le secrétariat du Groupe en détachant auprès de lui ou en lui affectant des personnels compétents qui lui apporteraient leur concours à partir de leur propre organisation. À cet égard, le Comité a exprimé ses remerciements au PNUD pour les promptes mesures qu'il a prises dans ce sens.

VI. OBSERVATIONS FINALES

31. Le Groupe souhaitera peut-être, lors de sa première réunion, examiner la question de la nature et de la forme de son rapport intérimaire et de son rapport final, avec ses conclusions et recommandations sur la politique à mener, qu'il présentera à la Commission, le premier en 1996 et l'autre en 1997; ceci faciliterait l'établissement du calendrier de son programme de travail. Les paragraphes 7 et 11 ci-dessus ainsi que le tableau 1, respectivement, contiennent un certain nombre de suggestions sur la nature du rapport final et sur l'établissement du calendrier relatif à l'examen des questions. À cet égard, l'attention du Groupe est appelée sur les considérations suivantes :

a) Le Groupe aura à traiter d'un nombre important de questions dans un laps de temps limité; ces questions n'ont pas toutes atteint le même niveau de "maturation", autrement dit, certaines devront faire l'objet d'un travail d'analyse et de synthèse plus poussé que d'autres;

b) Il conviendra de formuler un consensus ou des conclusions préliminaires et des recommandations de politique sur les questions dont il sera débattu à chaque réunion du Groupe;

c) Il est important que le Groupe veille à bien établir le calendrier des questions qu'il devra examiner ainsi que celui des activités d'appui à mener entre les sessions, telles que réunions d'experts et élaboration des documents de fond et de discussion.

ACTIVITÉS RÉCENTES, ACTUELLES ET PRÉVUES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES FORÊTS

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/ RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir				
<p>THÈME I :</p> <p>1.1 Stratégies et plans nationaux relatifs aux forêts et à l'utilisation des sols</p> <p>en utilisant des processus transparents et participatifs...]</p>	<ul style="list-style-type: none"> Examen des directives opérationnelles relatives aux programmes forestiers nationaux (en cours) 	<ul style="list-style-type: none"> Consultations avec les pays concernant les programmes forestiers nationaux 	FAO/Groupe de conseillers sur les forêts	"Basic Principles and Operational Guidelines: for the formulation, implementation and revision of NFPs" [version de juin 1995]	FAO/Groupe de conseillers sur les forêts	Rapport donnant un aperçu des approches adoptées dans les stratégies nationales, y compris les articulations entre les plans forestiers nationaux et les stratégies et plans de développement durable, les plans d'utilisation des sols et les plans sectoriels, y compris les mesures requises au titre des conventions; synthèse des "leçons apprises"
	<ul style="list-style-type: none"> Atelier international sur la foresterie, avec les coordonnateurs de pays des programmes forestiers nationaux, La Haye (Pays-Bas), février 1995 Ateliers régionaux pour l'évaluation de l'application du chapitre 11, décembre 1994-janvier 1995 		Canada, Hollande, FAO, PNUD	"NFAP Coordinators' Call For Action" (rapport de l'Atelier de La Haye, 13-17 février 1995)	Canada, Hollande, FAO, PNUD	
	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de la notion d'Accords de partenariat sur les forêts (APF), portant notamment sur les programmes forestiers nationaux, la coordination des donateurs et les facteurs extérieurs au secteur forestier qui influent sur les forêts 	<ul style="list-style-type: none"> Consultations avec les pays concernant la faisabilité d'accords de partenariat sur les forêts, compte tenu de l'appui des donateurs 	FAO/PNUÉ	Rapports des ateliers régionaux tenus en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Afrique	FAO/PNUÉ	Réunion d'experts tenue avant la deuxième réunion du Groupe sur cette question. Le Gouvernement allemand finance des consultations et un atelier sur cette question.
	<ul style="list-style-type: none"> Études du secteur forestier Étude de l'application des politiques relative au secteur forestier (en cours) 		PNUD	NFPs: Principles and Partnerships [FPA Paper], mai 1995	PNUD	
			Banque mondiale	Analyses des secteurs forestiers nationaux	Banque mondiale	
				Forest Sector Policy, 1991		
				Review of Implementation of Forest Sector policy, novembre 1994		Voir aussi les mesures proposées au titre des thèmes 1.2 et II

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir				
	<ul style="list-style-type: none"> Travaux visant à rendre opérationnelles les directives et stratégie pour l'objectif 2000 		OIBT	Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		
	<ul style="list-style-type: none"> Travaux sur la planification de l'utilisation des sols 		FAO	Rapport sur l'examen à mi-parcours des progrès réalisés par les membres sur la voie de la réalisation de l'objectif 2000, décembre 1995 Directives pour une planification interactive de l'utilisation des sols aux niveaux national et local. À paraître	OIBT FAO	
	<ul style="list-style-type: none"> Atelier sur la formulation de directives pour l'élaboration d'un plan directeur pour la planification et la gestion intégrée des terres Étude de l'utilisation des sols et les politiques influant sur la gestion des forêts en Afrique de l'Ouest 		FAO/PNU			
		<ul style="list-style-type: none"> À sa deuxième réunion, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique examinera la mise en oeuvre de l'article 6, relatif à l'adoption de stratégies, plans et programmes d'action nationaux pour la conservation et l'utilisation de la diversité biologique, Jakarta (Indonésie), 6-17 novembre 1996. 	PNUE/CIFOR	"Coopération pour le développement" Rapport OCDE/CAD 1994 "UNEP Forestry Policy", novembre 1995	OCDE/CAD PNUE	
	<ul style="list-style-type: none"> Groupe d'étude des Nations Unies sur les stratégies nationales de développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe d'étude des Nations Unies sur les stratégies nationales de développement durable rencontrera les donateurs bilatéraux et le Groupe d'étude OCDE/CAD sur l'aide au développement et l'environnement pour discuter des modalités de la coordination, octobre 1995. Le Groupe de travail des Nations Unies sur les stratégies nationales de développement durable fera des recommandations au CIDD, février 1996. 	Organismes des Nations Unies, présidés par le PNUD OCDE/CAD			

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
I.2 Causes du déboisement et impact des facteurs intersectoriels sur l'utilisation de la forêt	<ul style="list-style-type: none"> • Application des "procédures d'évaluation écologique" de la Banque mondiale à tous les secteurs, afin d'évaluer l'impact sur les forêts • Étude détaillée des pratiques actuelles (au sein de la Banque et en dehors) en ce qui concerne l'évaluation écologique des projets forestiers 		Banque mondiale	<p>Documentant un intérêt pour les travaux du Groupe</p> <p>Documentation?</p> <p><u>Environmental Assessment Source Book on Forest Resource Management</u>, mai 1995</p>	Banque mondiale	<p>Des travaux d'ordre général considérables ont été effectués sur cette question. Il n'existe pas de synthèse globale et seuls des fragments d'analyse approfondie sont disponibles.</p> <p><u>Document de synthèse</u> sur les causes profondes de la dégradation des forêts et de la déforestation, ainsi que sur les influences intersectorielles qui entrent en jeu, fondé sur une étude réunissant les travaux essentiels effectués dans ce domaine et mettant en lumière les lacunes afin d'orienter les travaux futurs. À la suite de cet examen, il serait utile d'entreprendre quelques études de cas quantitatives et scientifiques aux niveaux national ou sous-national, avec la participation éventuelle d'un groupe d'experts intersectoriel et interdisciplinaire composé d'économistes, d'agronomes, d'anthropologues, d'écologistes, de spécialistes des forêts et d'experts en politique. L'examen et les études de cas pourraient faire l'objet d'une discussion dans le cadre d'ateliers régionaux, afin d'affiner et de développer les conclusions et les recommandations, qui pourraient ensuite être résumées dans un rapport soumis au Groupe pour examen.</p>

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
• Politiques agricoles et énergétiques connexes		<ul style="list-style-type: none"> À la deuxième réunion, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique examinera les éléments de la diversité biologique, en particulier ceux qui sont menacés, Jakarta (Indonésie), 6-17 novembre 1996. 	Convention sur la diversité biologique			
	• Étude des pratiques de gestion forestière en Afrique de l'Ouest		PNUE/CIFOR			
	• Élaboration de directives pour la planification et la gestion intégrées des terres	• Examen des pratiques optimales	FAO	Directives pour la planification interactive de l'utilisation des sols aux niveaux national et local	FAO	
				"Soils of Tropical Rain Forests; characterization and major constraints of dominant soils" (soumis à la Conférence internationale sur les sols des forêts, Indonésie, 15 novembre 1995)	FAO	
	• Cinq profils de pays du point de vue de la foresterie et de la population		FAO	"Développement forestier et grands dilemmes" — chapitre consacré aux forêts dans "La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture, 1994"	FAO	
	• Régularisation des régimes fonciers traditionnels (droits coutumiers et collectifs)		FAO	"Strategies for sustainable agriculture and rural development: new directions for agriculture, forestry and fisheries, 1994"	FAO	
	• Élaboration de stratégies		FAO	"Forestry Paper 90: Foresterie et sécurité alimentaire", 1989		
				"Considering Nutrition in	FAO	

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir				
Modes de consommation et de production	<ul style="list-style-type: none"> Alimentation, agriculture et environnement à l'horizon 2020 Travaux sur le bois en tant que source d'énergie : 		PNUE/IFPRI	Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation rationnelle des combustibles ligneux; huiles végétales pour biocombustibles; production d'électricité à partir de résidus ligneux; planification des systèmes dendroénergétiques 	<ul style="list-style-type: none"> Consultation interrégionale d'experts sur la bioénergie, l'environnement et le développement 	FAO	"Efficient use of wood fuels in households"		
				"Forestry Paper 108: A Decade of wood energy activities within the Nairobi Programme of Action", 1993		
				"Wood Energy Development", 1993		
				"Wood Energy Flows", 1995		
				"Proceedings of the Latin American Cooperative Network on Dendro-energy", 1994	Conseil mondial d'entreprises pour le développement durable	
	<ul style="list-style-type: none"> Table ronde d'Oslo sur les modes de consommation et de production, février 1995 [Rapport disponible; la Commission du développement durable a demandé que ses recommandations soient mises en oeuvre par les pays.] 			Étude mondiale sur la production et l'utilisation écologiquement rationnelle du papier. À paraître		

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
I.3 Protection et mise à profit des connaissances des populations autochtones et partage équitable des avantages qui découlent de ces connaissances	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux d'ordre général de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique; l'accès aux ressources génétiques figure dans son programme de travail à moyen terme, 1995-1997. 	<ul style="list-style-type: none"> À sa troisième session, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique examinera l'application de l'article 8 j) sur les populations autochtones, 1996 	Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique			Document de synthèse fondé essentiellement sur les travaux effectués dans le cadre du Groupe de travail de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et de l'Engagement international sur les ressources phylogénétiques
	<ul style="list-style-type: none"> • Assemblées mondiales sur la diversité biologique • Travaux de la Commission FAO des ressources phylogénétiques et du Groupe FAO d'experts des ressources génétiques forestières 	<ul style="list-style-type: none"> • Quatrième Conférence internationale technique sur les ressources phylogénétiques, Berlin, juin 1996 (avec ateliers régionaux et sous-régionaux avant la Conférence) 	UICN FAO	<ul style="list-style-type: none"> • "FAO's Programmes and Activities in Support of the Conservation and Monitoring of Genetic Resources and Biological Diversity in Forest Ecosystems", août 1994 • Révision de l'Engagement international sur les ressources phylogénétiques, y compris "Droits des agriculteurs". À paraître • Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et pour l'agriculture. Rapport intérimaire sur les préparatifs de la Quatrième Conférence internationale technique sur les ressources phylogénétiques, Berlin, juin 1996 	FAO FAO	
				Directives sur la planification de la gestion durable des produits forestiers non ligneux. À paraître	FAO	
				"Non-Wood Forest products and Nutrition" — document établi pour une consultation d'experts de la FAO sur les produits forestiers non ligneux, Djogjakarta, janvier 1995	FAO	

/ . . .

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
I.4 Appui au boisement, au reboisement et à la reconstitution des écosystèmes fragiles, surtout dans les pays touchés par la désertification, en particulier en Afrique, et par la pollution, en particulier en Europe de l'Est	<ul style="list-style-type: none"> Les activités présentées sous le thème I.2 touchent également au thème I.4. 					Rapport analytique sur l'expérience acquise en matière de boisement et de reboisement, en particulier en Afrique, et notamment sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Convention-cadre sur la lutte contre la désertification. Le rapport comprendrait également une évaluation de l'impact de la pollution atmosphérique sur les forêts d'Europe centrale et de l'Est et une évaluation des activités en cours et des propositions d'activités futures.
	<ul style="list-style-type: none"> Activités menées par le PNUD et le BNUS en application de la Convention-cadre sur la lutte contre la désertification Travaux des commissions régionales des forêts de la FAO en Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion d'experts FAO/PNUD sur l'établissement de critères et d'indicateurs pour une gestion durable des forêts dans les zones sèches de l'Afrique, novembre 1995 	PNUD/BNUS	Note du Secrétariat sur les activités en cours et leur évolution, trois études de cas sur les tendances et les besoins dans les zones sèches de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et de l'Afrique australe. [Sera établi par un groupe d'experts sur les critères et les indicateurs.]		
	<ul style="list-style-type: none"> Comité du bois FAO/CEE sur l'état des forêts en Europe 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique/Afrique du Sud (à venir, novembre 1995) 	FAO CFFSA	Directives de gestion écologique pour la gestion intégrée des écosystèmes de montagne	PNUÉ	

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
I.5 Besoins des pays en développement dont le couvert forestier est limité	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de principes généraux et de directives pour une gestion durable des forêts en Europe de l'Est 		PNUE			Étude des besoins propres aux pays à couvert forestier faible notamment des pays en développement où les collectivités et les habitants des forêts trouvent dans les ressources forestières la satisfaction de leurs besoins de subsistance : combustible, alimentation, fourrage, abri, plantes médicinales, etc.
	<ul style="list-style-type: none"> Les activités prévues aux rubriques I.4 et III.1 trouvent également leur place ici 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des ressources de la taïga russe (forêt boréale) 	PNUE/FEM			
THÈME II : Coordination de l'assistance multilatérale et bilatérale	<ul style="list-style-type: none"> Forest Advisors Group (FAG), principale instance informelle de coordination de l'aide apportée par les donateurs aux forêts <u>Se réunit deux fois par an</u> 	<ul style="list-style-type: none"> Prochaine réunion du FAG : novembre-décembre 1995 	Donateurs bilatéraux, FAO, PNUD, Banque mondiale, PNUE	"A Study on coordination in sustainable forestry development" [travaux essentiels sur la coordination, juin 1993, <u>recommandations toujours valables</u>]	FAG	Étude de mesures susceptibles de rendre plus efficace l'exécution des programmes forestiers, en particulier de propositions relatives à la coopération : i) entre institutions des Nations Unies, y compris la Banque mondiale; ii) entre donateurs multilatéraux et bilatéraux <u>Réunion</u> visant à formuler un avis d'expert sur la question
	<ul style="list-style-type: none"> Étude de cas sur la coordination de l'aide apportée par les donateurs aux forêts du Guyana, en cours 		Donateurs bilatéraux/multilatéraux	Exposé des données d'expérience?		
	<ul style="list-style-type: none"> Définition de Forest Partnership Agreements (FPA), accords de coopération forestière qui porteront notamment sur les programmes forestiers nationaux, sur la coordination des donateurs et sur les facteurs extérieurs au secteur forestier. 	<ul style="list-style-type: none"> Consultations avec les pays concernant la faisabilité des programmes forestiers nationaux, compte tenu de l'appui des donateurs 	PNUD [Banque mondiale] PNUE	NFPS: Principles and Partnerships (Forest Partnerships paper), mai 1995	PNUD	
	<ul style="list-style-type: none"> Coopération et collaboration dans le domaine des forêts entre la FAO et l'OIBT 		FAO/OIBT			

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
Transfert de technologie	<ul style="list-style-type: none"> Coopération et collaboration dans le domaine des forêts entre la FAO et la Banque mondiale Programmes appuyant le transfert de techniques relatives à l'utilisation du bois pour la fabrication de mobilier et le bâtiment Techniques de traitement du bois écologiquement viables 	<ul style="list-style-type: none"> Création proposée d'un fonds de collaboration pour Bali (Bali Partnership Fund) dans le cadre de l'Accord international sur les bois tropicaux, en 1994, date de son entrée en vigueur 	OIBT, donateurs bilatéraux, FAO, PNUD, Banque mondiale Banque mondiale, FAO ONUDI PNUE FAO			Voir plus haut
		<ul style="list-style-type: none"> Deux ateliers régionaux sur le transfert de techniques permettant une meilleure utilisation des ressources forestières (Technology Transfer for Better Utilization of Forest Resources). À venir Réunion satellite FAO/Union internationale des instituts de recherche forestière. Travaux de recherche sur des pratiques écologiquement viables visant à sauvegarder les forêts tropicales. 1995 Séminaire FAO/CEE/OIT sur la mise en place d'un réseau écologiquement viable de routes forestières et de transport du bois en Roumanie, 1996 Consultations d'experts régionales FAO/Union internationale des instituts de recherche forestière/CIFOR sur les opérations forestières à impact limité visant à sauvegarder les forêts tropicales en Asie, en Amérique latine et en Afrique. 1997 	FAO/Union internationale des instituts de recherche forestière FAO/CEE/OIT FAO/Union internationale des instituts de recherche forestière/CIFOR			

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
Apport de ressources additionnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux et appui d'ordre général concernant la mise au point de mécanismes novateurs de financement du développement durable • Travaux en cours sur la mobilisation de ressources, le renforcement des capacités et sur les modes de financement novateurs pour les forêts, à la Banque mondiale, à la FAO, au PNUD, au FEM (par son portefeuille relatif à la diversité biologique) et à l'OIBT (par le Fonds de collaboration pour Bali) 	<ul style="list-style-type: none"> • Deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui établira dans le domaine de la coopération technique et scientifique un mécanisme de compensation facilitant le transfert de technologie, Jakarta, Indonésie 6-17 novembre 1996 	Convention sur la diversité biologique			Voir plus haut
	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion : Servicing Innovative Financing for Sustainable Development. Conseil de la Terre/Banque mondiale, octobre 1995 • Deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui examinera une étude du Secrétariat sur la disponibilité de ressources financières additionnelles à celles du FEM et sur les modalités de leur mobilisation à l'appui des objectifs de la Convention, Jakarta, Indonésie, 6-17 novembre 1996 	<ul style="list-style-type: none"> PNUD/Banque mondiale, FEM, OCDE Banque mondiale, FAO, PNUD, FEM, OIBT Conseil de la Terre/Banque mondiale 				

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir				
				Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe	OIBT	Travaux préparatoires nécessaires
				Projet de rapport du Groupe de travail de l'OIBT sur les ressources nécessaires à une gestion, écologiquement viable des forêts. Décembre 1995		
THÈME III III.1 Évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Programme d'évaluation des ressources forestières, activités en cours 	<ul style="list-style-type: none"> Rencontre avec des spécialistes de l'inventaire des ressources forestières afin de s'entendre sur les définitions et méthodes qui seront utilisées pour la prochaine évaluation mondiale, 1996 ou 1997 	FAO	"Forest Resources Assessment 1990: Global Synthesis"	FAO	Document de travail visant à la mise en place d'un cadre élargi et amélioré d'évaluation des forêts, en vue d'obtenir des informations de meilleure qualité sur les avantages écologiques et sociaux ainsi que des informations sur les produits forestiers et ressources biologiques autres que le bois
Collecte des données, moyens d'élargir les connaissances scientifiques		<ul style="list-style-type: none"> Réunion visant à renforcer les moyens dont on dispose pour dresser un inventaire des ressources forestières et incorporation de cet élément dans la planification stratégique. À venir 	FAO			
	<ul style="list-style-type: none"> Examen des organismes nationaux d'information sur les zones écologiques protégées Études des zones écologiques protégées (superficie et emplacement, dans les forêts tropicales) 		PNUE/CMSC UICN	1993 United Nations List of National parks and Protected Areas	PNUD	Réunion d'experts Commanditée par un ou plusieurs pays dans le but de mieux comprendre cette question complexe
				"Guidelines and Parameters for Global Forest Assessment". À venir	PNUD/FAO	

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
Méthodes permettant d'évaluer les multiples avantages tirés des forêts, y compris les fonctions et services économiques, écologiques, culturels et sociaux, et leur prise en compte dans les systèmes de comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion consultative du Groupe d'experts sur l'évaluation de l'environnement et des ressources naturelles, 8-10 août 1994, Nairobi 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise au point de directives et de méthodes relatives à l'utilisation des évaluations de l'environnement en ce qui concerne la diversité biologique et les ressources en terres • Élaboration et application de méthodes de comptabilisation des ressources environnementales et naturelles 	<p>PNUE</p> <p>PNUE/Division de statistique du Secrétariat de l'ONU/OCDE</p> <p>PNUE/Division de statistique du Secrétariat de l'ONU/OCDE/Banque mondiale</p> <p>FEM</p> <p>OIBT</p>	<p>Rapport de la Réunion consultative (document No 11)</p> <p>Valeurs économiques et environnementales dans le monde en développement (document No 14)</p> <p>Rapports sur les projets disponibles</p> <p>"Forest Resource Accounting" (en vue d'établir une méthode d'évaluation des ressources forestières)</p> <p>"Accounting for sustainable forestry management: A case study"</p>	<p>PNUE</p> <p>OIBT</p> <p>CNUCED</p>	<p>Le débat sur l'évaluation correcte des produits forestiers dans le cadre du thème relatif au commerce pourrait certes être bénéfique, mais il faut aller au-delà de l'évaluation des <i>produits</i> et arriver à l'évaluation des services écologiques et sociaux rendus par les forêts</p> <p>Document de travail faisant le point des méthodes actuellement utilisées pour évaluer les multiples avantages des forêts et sur la prise en compte d'initiatives novatrices dans les systèmes de comptabilité nationale</p> <p>Réunion d'experts</p> <p>Voir réunion proposée plus haut</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux menés au sein du FEM sur la valeur de puits de carbone des forêts, projets du FEM visant à piéger le carbone au Bénin et au Soudan • Travaux de l'OIBT [voir également thème IV] 					

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
III.2 Critères et indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts	<ul style="list-style-type: none"> Processus de l'Amazonie, atelier régional, Pérou, février 1995 Processus d'Helsinki, dernière réunion du CCG, Pologne, juin 1995 Processus de Montréal, dernière réunion, Chili, février 1995 Directives et critères de l'OIBT relatifs aux forêts tropicales, élaborés en 1992-1993 Consultation d'experts FAO/OIBT : harmonisation des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts, février 1995 	<ul style="list-style-type: none"> Table ronde du processus d'Helsinki, Bruxelles, novembre 1995 Réunion du processus de Montréal, Nouvelle-Zélande, 30 octobre-4 novembre 1995 Activités visant à aider les pays producteurs à appliquer ces directives et critères Réunion FAO/PNU pour la zone aride de l'Afrique, Nairobi, novembre 1995 Réunion FAO/PNU pour le Proche-Orient, mai 1996 	Pays de l'Amazonie Pays des régions tempérées et boréales situés en Europe Pays des régions tempérées et boréales situés hors d'Europe OIBT [pays situés dans les zones tropicales] FAO/OIBT FAO/PNU FAO/PNU	Rapport définitif : Definition of C&I for Sustainability of Amazonian forests, février 1995 Document du processus d'Helsinki : Interim Report on Follow-up of the 2nd Ministerial Conference, 1995 Document du processus de Montréal : C&I for Conservation and Sustainable Management of Boreal and Temperate Forests, février 1995 OIBT: Guidelines for Sustainable Management of Natural Tropical Forests [et critères de mesure] : Guidelines on Conservation of Biological Diversity of Tropical Production Forests, 1992-1993 Rapport de la consultation d'experts FAO/OIBT, février 1995	Pays de l'Amazonie Pays des régions tempérées et boréales situés en Europe Pays des régions tempérées et boréales situés hors d'Europe OIBT [pays des zones tropicales] FAO/OIBT	Cette question a fait l'objet d'une grande attention, mais il faut poursuivre les travaux relatifs à l'établissement de critères d'indicateurs acceptés sur le plan international, notamment pour savoir s'il faut améliorer leur comparabilité et s'il y a lieu de les harmoniser Réunion d'experts sur la compatibilité et l'harmonisation des diverses initiatives prises concernant les critères et indicateurs. Le séminaire intergouvernemental qu'il est proposé d'organiser en Finlande pourrait servir à intégrer un grand nombre de processus et initiatives se rapportant à cette question Document s'inspirant des résultats de diverses initiatives ainsi que des réunions régionales FAO/PNU

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir				
		<ul style="list-style-type: none"> • Réunion FAO/PNU pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, mi-1996 • Séminaire intergouvernemental finlandais sur les critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts, 16-19 septembre 1996 • Réunion d'experts sur l'harmonisation des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts, Rome, 1997 	FAO/PNU	Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Diverses initiatives d'ONG visant à établir des directives et critères de bonne gestion des forêts • Diverses initiatives du secteur privé visant à définir ce qu'est une gestion écologiquement viable des forêts [voir thème IV pour plus de détails] 		<p>Finlande/autres gouvernements</p> <p>FAO</p> <p>Diverses ONG</p> <p>FSC, etc.</p>	<p>Ex. : Criteria for Forest Quality, WWF; Guidelines for Ecologically Responsible Forest Use, Greenpeace [date?]</p> <p>Principles of Forest Management, FSC, 1994</p>	<p>WWF</p> <p>Greenpeace</p> <p>FSC</p>	

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir				
THÈME IV : Commerce des produits forestiers : rapports avec l'environnement				Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
				"Economic linkages between the international trade in tropical timber and the sustainable management of tropical forests" [rapport en deux volumes de l'IED à l'OIBT, mars 1993]	OIBT	Pour l'ensemble du thème IV Document de synthèse sur : i) le commerce des produits forestiers et les mécanismes courants du marché, y compris l'accès aux marchés et les prix des produits non dérivés du bois, ii) l'examen et l'évaluation de la nature et de l'état d'avancement des diverses initiatives intéressant l'homologation et l'étiquetage des produits, et iii) la formulation d'une norme universellement acceptée concernant l'homologation des produits et les projets et initiatives d'étiquetage
	• Projet commun PNUD/CNUCED sur la conciliation des politiques environnementales et commerciales [appui à 15 monographies; documents de synthèse disponibles]		PNUD/CNUCED	"International Trade in Forest Products & the Environment", 1995 Étude : évaluation des effets de l'Accord d'Uruguay sur le commerce international des produits forestiers	FAO FAO	

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récentes/en cours	Prévues/à venir				
	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de la FAO sur le commerce des produits forestiers, activités du Comité consultatif d'experts de la pâte et du papier et de l'industrie forestière privée, rapports disponibles 		FAO	Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe Études diverses : Assessment of the Effects of the URA on the Int'l Trade in Forest Products [Barbieri, en cours]; A Study of Trade Restrictions Affecting Trade in Non-Wood Forest Products [Iqbal, en cours]	FAO	Travaux préparatoires nécessaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC; les travaux d'analyse entrepris en sont à leur stade initial. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Comité doit faire rapport à la prochaine réunion ministérielle de l'OMC concernant la question de savoir si le règlement de l'OMC doit être modifié à des fins environnementales. Date? 	OMC	Environmental Benefits of Removing Trade Restrictions and Distortions [Brève étude sur le bois et les produits dérivés du bois]; février 1995	OMC	
	<ul style="list-style-type: none"> • Consultation d'experts sur les produits forestiers non ligneux, Indonésie, janvier 1995 		Gouvernement indonésien/FAO	Résumé des travaux de la consultation d'experts, mars 1995	FAO	
	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des perspectives et problèmes de commercialisation des produits forestiers non ligneux en Asie et des exportations asiatiques, mai 1995 		Banque mondiale			
	<ul style="list-style-type: none"> • Initiative de sensibilisation aux produits forestiers non ligneux [date?] 		FAO	Bulletin annuel d'information : Non-Wood News et toute une gamme d'autres études et publications		
	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de l'UICN sur les produits forestiers non ligneux ?? 		UICN			

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récents/en cours	Prévues/à venir		Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe		Travaux préparatoires nécessaires
Homologation et étiquetage	<ul style="list-style-type: none"> Ateliers et études de la CNUCED et du PNUE sur le commerce et l'écoétiquetage [la plupart d'ordre général, ne portant pas sur les produits forestiers en particulier] 	<ul style="list-style-type: none"> Travail d'évaluation, du point de vue de l'environnement et de l'économie, sur les produits intéressant la préservation de la diversité biologique dans le but d'établir l'équivalence des normes utilisées dans divers systèmes nationaux d'écoétiquetage 	CNUCED/PNUE			<p><u>Lacunes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Nécessité d'affiner la mise au point de systèmes d'incitation à la gestion durable des forêts, de façon que les producteurs s'intéressent à la gestion écologiquement viable des forêts et à l'homologation de leurs produits Nécessité d'établir une norme d'homologation qui soit largement acceptable (autrement dit d'harmoniser les divers critères actuellement appliqués par les différentes entités) Renforcement des capacités de conformation aux exigences de l'homologation externe et de mise au point de systèmes nationaux d'homologation
				"Is there a Commercial Case for Tropical Timber Certification?", juin 1994	Banque mondiale	
				"Certification Schemes for all Timber & Timber products", [Ghazali & Simula], mars 1993	OIBT	
				"Market Segments for Certified Tropical Timber", à paraître	OIBT	
				"Forest Products Certification: A Background Note", mars 1995	FAO	
				Documentation sur ISO 14000?		

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir				
Méthodes d'évaluation intégrale/promotion de l'internalisation intégrale des coûts	<ul style="list-style-type: none"> Table-ronde chargée d'examiner la question de l'homologation en Afrique; date? Travaux de l'ISO sur l'établissement des normes de gestion de l'environnement, c'est-à-dire sur la série des ISO 14000; normes de gestion des forêts de l'Association canadienne de normalisation (CSO), 1994 Diverses initiatives d'homologation du secteur privé et des ONG Travaux du FSC sur l'accréditation des sociétés d'homologation 	<ul style="list-style-type: none"> Activités de suivi? Réunion d'Oslo chargée d'examiner la série ISO 14000 [aura un rapport sur les produits forestiers], juillet 1995 	OAT			
			ISO/CSO	"Certification and eco-labelling of timber and timber products"	ISO CNUCED	
			Rainforest Alliance, SCS, SGS	Documentation disponible		
		<ul style="list-style-type: none"> Décisions du FSC prises en juillet 1995 concernant l'accréditation des premiers programmes/sociétés d'homologation 	FSC	Directives à l'intention des sociétés d'homologation disponibles Voir III.1	Rainforest Alliance, SCS, SGS FSC	Voir III.1
	Voir III.1					

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME	ACTIVITÉS		ORGANISMES CONCERNÉS	PUBLICATIONS/ÉTUDES/RAPPORTS	ORGANISMES CONCERNÉS	MESURES PROPOSÉES
	Récemment en cours	Prévues/à venir				
THÈME V V.1 Meilleure appréciation des travaux que font actuellement les organisations internationales, institutions multilatérales, pertinence d'autres accords pour recenser les lacunes, articulations et doubles emplois				<p>Présentant un intérêt pour les travaux du Groupe</p> <p><u>Études antérieures pouvant se révéler utiles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Review of Forest Principles Three Years After Rio, PNUE, mai 1995 • World Forestry Leadership, document de synthèse de l'ACDI, Roberts, Pringle et Nagle, décembre 1991 • A Study on Coordination in Sustainable Forestry Development, Groupe de consultants en forêts, juin 1993 • Dialogue on Forests: Approaches, Opportunities, and Options for Action, rapport du GIT, octobre 1994 <p><u>Documents présentés en 1995 à la Commission du développement durable par divers organismes, concernant leur propre rôle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • OCDE, rapport intérimaire de 1995 sur l'application d'Action 21; sera présenté à la Commission en 1995 • Banque mondiale, contribution au rapport d'activité sur l'application d'Action 21, chapitre 11 • OIBT, Gestion écologiquement viable des forêts et application des décisions et accords de la CNUCED relatifs aux forêts, avril 1995 		<p>Travaux préparatoires nécessaires</p> <p>Document présentant une vue d'ensemble des organismes et instruments existants et recensant chevauchements et lacunes</p>

/ . . .

Liste des sigles utilisés dans le tableau :

ACDI :	Agence canadienne de développement international
ACTS :	African Centre for Technology Studies
APF :	Accord de partenariat concernant les forêts
CDB :	Convention sur la diversité biologique
CCFSA :	Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique
CIFOR :	Centre de la recherche forestière internationale
CINTRAFOR :	Centre pour le commerce international des produits forestiers (Université de Washington)
CIRAF :	Centre international pour la recherche en agroforesterie
CNUCED :	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSO :	Association canadienne de normalisation
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM :	Fonds pour l'environnement mondial
FSC :	Forest Stewardship Council
GIT :	Groupe intergouvernemental de travail [initiative du Canada et de la Malaisie]
GLOBE :	Organisation mondiale des législateurs pour un environnement équilibré
IDRC :	Centre de recherche pour le développement international
IERF :	Institut européen de recherche en foresterie
IIED :	Institut international pour l'environnement et le développement
ISO :	Organisation internationale de normalisation
OAB :	Organisation africaine du bois
OCDE/CAD :	Organisation de coopération et de développement économiques/Comité d'aide au développement
OIBT :	Organisation internationale du bois d'oeuvre tropical
OMC :	Organisation mondiale du commerce
PAFN :	Programme d'action forestier national
PFN :	Programmes forestiers nationaux
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE :	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SCS :	Système de certification scientifique
SGS :	Société générale de Suisse
UICN :	Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources
IFRO :	Union internationale des instituts de recherche en foresterie
UNSO :	Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse
WB :	Banque mondiale
WRI :	World Resources Institute
WWF :	Fonds mondial pour la nature
